

# Un Pays souverain, pour replacer la vie au centre

L'Aberri Eguna de cette année est impacté par la situation exceptionnelle que nous vivons. Nous nous trouvons face à une crise qui va bien au-delà d'une urgence sanitaire. Elle aura aussi pendant un certain temps écarté les autres sujets. Cependant, nous devons tenir compte du contexte économique et social d'avant le Covid-19 pour pouvoir affronter les défis auxquels nous faisons face, nous travailleurs et travailleuses du Pays Basque : crise climatique, épuisement des ressources, concurrence et attaques impérialistes, mouvements migratoires gigantesques, répartition toujours plus injuste de la richesse, concentration du pouvoir, montée de l'autoritarisme... Et face à tout cela, de nombreux-euses organisations et citoyen-e-s au Pays Basque comme au niveau international, cherchent à construire une alternative globale contre cette crise systémique.

Après deux années de fortes mobilisations sociales, et au Pays Basque Nord, après les mobilisations contre la réforme des retraites, il est arrivé le temps de la Grève Générale du 30 janvier pour un travail, une retraite et une vie digne. En plus d'exprimer le choc entre les deux modèles, capital vs vie, la Grève a clairement mis en avant qui défend quel modèle : d'un côté, les partis systémiques alignés au patronat; de l'autre côté, le mouvement populaire, le camp des travailleurs et des travailleuses et les organisations souverainistes de gauche qui marchons dans la même direction.

Ce début d'année a été difficile pour les travailleurs-euses. Déjà 20 travailleurs-euses sont mort-e-s au travail et deux travailleurs restent portés disparus sous des ordures. Sans compter les milliers de décès causés par des maladies professionnelles. Les autorités ne veulent pas voir la vérité en face et, malgré nos demandes, ces décès ne sont pas comptabilisés. Garantir la santé des travailleurs-euses n'est pas une priorité ni pour

le patronat ni pour les institutions, et la crise actuelle le démontre. La pandémie du COVID-19 prouve bien les travers du système capitaliste hétéropatriarcal. Elle a montré que nous n'avons pas assez de lits et de ressources sanitaires pour soigner les malades, car pendant des décennies les partis systémiques (LREM, PS,UMP, PNV, UPN, PP...) et leurs coupes budgétaires ont détruit le système de santé public.

Elle a aussi mis en évidence que les services publiques sont gérés comme une marchandise et ont été privatisés sans stratégie globale. Les gouvernements ont renvoyé les enfants à leur domicile alors qu'ils obligeaient leurs parents à aller travailler. Ils ont aussi laissé des milliers de personnes âgées isolées dans leur maison et celles en danger de contamination dans les maisons de retraite. Et lorsque l'activité est essentielle, il est flagrant que les travailleuses ont les conditions les plus précaires et les postes les plus indispensables : entretien, hôtesses de caisse, soignantes des personnes âgées...

Dans de nombreux cas, les travailleurs-euses du domaine de la santé, certes indispensable, ont été contraint-e-s d'exercer dans des conditions non-adaptées et sans les protections en vigueur. Cette crise laissera derrière elle des images honteuses. En plus de mettre en danger la vie des travailleurs-euses, celle de leurs proches, les mesures pour éviter la propagation de l'épidémie ont été limitées. Pour tout cela, nous disons que le plus grand risque pour la vie est le système lui-même. À un moment donné, nous dépasserons le pic de la pandémie du covid-19 ; le sujet est : quand vaincrons-nous ce système décadent qui compromet la continuité de la vie ?

**Une situation d'exception établie pour protéger le capital et renforcer les États.** Plutôt que d'affronter la pandémie avec des consignes sanitaires, la priorité des gouvernements est de protéger les intérêts du

Capital et de renforcer la légitimité de l'État. «Nous sommes en guerre», a affirmé Macron, le gouvernement espagnol a surchargé les conférences de presse d'uniformes et les rues de militaires en imposant la centralisation et en établissant le contrôle social. Il y a longtemps que la légitimité des États est mise à mal, comme face au jihadisme ou à l'incendie de Notre-Dame, les États français et espagnol utilisent le virus en le signalant comme ennemi pour pouvoir soumettre et maîtriser au mieux la société. Macron veut mettre fin à toute opposition pour mettre en avant ses propres politiques néolibérales et Sanchez, pour sa part, veut occulter la corruption de la monarchie et la crise du régime de 1978, les deux souhaitent rendre responsables les citoyen-e-s du dénouement de la pandémie. En effet, comme pour le changement climatique ou la crise économique, ces derniers ne voient pas de lien entre l'origine et l'ampleur de cette crise et un système qui met au centre la réduction du système sanitaire, le mépris des soins, l'affaiblissement des valeurs communautaires et les bénéfices du patronat.

**Urkullu et Chivite défendent les mesures prises par le patronat.** Alors que le gouvernement espagnol, avec la pandémie comme excuse, a une fois de plus utilisé l'article 155 de manière déguisée, ces derniers n'ont à aucun moment défendu l'autonomie de leurs gouvernances; mais par contre, nous avons pu voir comment ils ont défendu becs et ongles la souveraineté de la Communauté Autonome Basque et de la Navarre pour ne pas appliquer la décision de l'état espagnol concernant la fermeture des entreprises non essentielles. Le modèle d'autogouvernance qu'ils défendent est évident : à la hauteur des intérêts de Confesask et de CEN. Urkullu et Chivite avaient pourtant argumenté qu'ils n'avaient pas la main mise sur nos revendications portées lors de la Grève Générale du 30 janvier à savoir un salaire minimum de 1200 euros et une retraite minimum de 1080 euros. La défense des intérêts du patronat est priorisée avec beaucoup d'irresponsabilité. Aujourd'hui, encore une fois, malgré le manque d'expérience en matière de paralysie de l'activité économique, tous les efforts sont faits pour éviter cette interruption, bien qu'il soit évident que cela représente un risque pour la santé des travailleurs-euses. Ceux qui utilisent l'excuse du manque de compétence pour

défendre les travailleurs, font du lobby en faveur du patronat.

**Ne laissons pas les travailleurs-euses payer les conséquences de cette crise.** L'impact du virus ne ferait soi-disant pas de différence entre les classes, nous devrions tou-te-s y faire face, mais nous ne sommes pas tou-te-s dans le même bateau. Les mesures prises l'ont été plus pour protéger le capital que pour protéger les travailleurs-euses. Nous subissons encore les conséquences de la crise de 2008. Les profits néolibéraux n'ont fait qu'augmenter la précarité. Nous avons tiré des leçons et, tant de la part du patronat que des institutions, si à la fin de cette crise on prétend approfondir les politiques néolibérales, les travailleurs et travailleuses du Pays Basque maintiendront le cap de la lutte pour un modèle qui mette la vie au centre des préoccupations.

**Nous voulons un Pays souverain, pour placer la vie au centre.** Face aux deux États au service du capital, LAB revendique la souveraineté du peuple qui permettra la République indépendante, socialiste et féministe. Nous revendiquons la souveraineté de notre pays, pour le contrôle public de l'économie et du social, le développement d'un système intégral de prise en charge, la création d'un statut propre des travailleurs-euses, la reconnaissance de l'interdépendance entre tou-te-s, la création d'une sécurité sociale qui garantisse une pension digne à tous les citoyen-ne-s, une transition écologique à la hauteur, un modèle de société féministe durable. La crise que nous vivons est générale et exige une alternative globale, mais celle-ci sera construite, de peuple en peuple, de bas en haut. Comme le disait la chanson : nous voulons un monde nouveau, depuis chaque peuple ! Luttons dans ce sens. Chaque peuple à sa manière et les travailleurs-euses du Pays Basque à la notre.

Dans la lancée de l'appel de Batera, LAB appelle à habiller nos fenêtres et balcons d'Ikurrina, de drapeaux de la Navarre et des revendications de travailleur-euse-s à l'occasion d'Aberri Eguna.

